

Repenser notre éducation : une urgence démocratique et républicaine

L'élection du président de la République ne peut masquer ni les avancées électorales de l'extrême droite ni le désarroi d'une jeunesse qui aspire à un autre monde et ne trouve guère d'autre idéal que la consommation frénétique, le repli identitaire ou la fuite dans la transgression.

Un politique de la jeunesse s'impose et, particulièrement, envers ceux et celles qui n'espèrent plus faire partie des « gagnants » : bringuebalés entre des organismes qui avouent plus ou moins leur impuissance, ils ont besoin que notre société se mobilise pour leur permettre de trouver une place et des raisons d'espérer.

Mais il faut aussi une politique éducative hardie. Une revalorisation symbolique et matérielle du métier d'enseignant est indispensable. Une gestion de la « machine-école » plus attentive aux initiatives de ses acteurs est nécessaire. Un effort sans précédent en faveur des établissements les plus défavorisés est urgent : il faut, enfin, donner plus et mieux à ceux qui ont moins en proportionnant systématiquement leur dotation (salaires inclus, bien sûr) au niveau social des élèves qu'ils scolarisent. Et cela doit s'accompagner d'un véritable renouveau pédagogique qui mobilise les élèves sur les œuvres de culture et fasse de l'exigence de précision, de justesse et de vérité le principe de toute activité scolaire... contrairement au laxisme qui règne aujourd'hui et se contente paresseusement de payer un mauvais travail d'une mauvaise note en attendant le verdict et l'orientation ou le couperet de l'exclusion.

C'est seulement ainsi que pourront être combattus les mensonges des « fake news », les approximations de la « post-vérité », l'ignorance et l'aveuglement. C'est par une éducation de l'attention, une formation à la recherche, une implication dans des créations artistiques et scientifiques, une découverte des vertus de l'entraide et de la coopération que nous mettrons en place une éducation authentiquement porteuse des valeurs de la République. C'est en reliant inlassablement les activités scolaires aux savoirs qui ont permis aux humains, tout au long de leur histoire, de s'émanciper que nous donnerons du sens aux apprentissages. C'est en dépassant les cloisonnements disciplinaires que nous permettrons à nos élèves de prendre la mesure des enjeux qu'ils auront à affronter. C'est par la pratique du débat préparé et régulé que nous les aiderons à résister à toutes les formes d'emprise, à développer une pensée critique et à exercer leur jugement.

Car la question politique majeure est bien, aujourd'hui, celle du plaisir : où nos enfants peuvent-ils le trouver ? Dans la possession compulsive, l'adhésion à des groupes fusionnels sous la coupe de gourous charismatiques, la surexcitation de la réaction « en temps réel »... ou bien dans le bonheur d'apprendre et la joie de comprendre, dans le partage des biens culturels inépuisables et la construction de projets collectifs pour un avenir plus solidaire ?

C'est pourquoi il est temps de coordonner et d'accompagner toutes les initiatives qui se définissent comme « humanistes » et tentent de renouveler, par des pratiques « nouvelles », une éducation authentiquement émancipatrice. C'est d'autant plus nécessaire que se développent aujourd'hui de multiples « expériences pédagogiques » qui se disent « nouvelles » alors qu'elles relèvent souvent d'une mode discutable, du sectarisme ou de la marchandisation. Or, il serait suicidaire, pour la République, de laisser exploser l'Éducation nationale en une multitude de « communautés scolaires autonomes » aux valeurs hétérogènes et aux pratiques claniques. Mais il ne faut pas, non plus, en rester à un *statu quo* qui enkyste l'institution centrale dans l'immobilisme et condamne les innovations à la marginalité.

En réalité, nos institutions publiques sont riches de savoirs et de compétences, de capacités d'invention et d'innovation, d'engagements dans des processus démocratiques de transformation. Et il est temps de mettre en cohérence et en synergie tout cela de manière à dégager non pas des prescriptions technocratiques, mais des principes pédagogiques qui permettent aux équipes éducatives de s'engager vers une authentique formation démocratique de citoyens solidaires.

Après les ravages de la Première Guerre mondiale, la « révolution copernicienne », portée par les pédagogues de l'Éducation nouvelle dans l'espoir de préparer une société de justice et de paix, n'a été ni suffisamment comprise ni suffisamment traduite dans les actes. Ne refaisons pas la même erreur. Il est temps de penser une « Éducation nouvelle pour le temps présent » afin que notre enseignement public permette l'émancipation de toutes et tous dans une société plus juste et plus fraternelle.

Loïc Chalmel, professeur en Sciences de l'Éducation à l'université de Haute-Alsace

Jean Houssaye, professeur émérite en sciences de l'éducation à l'université de Rouen

Philippe Meirieu, professeur émérite en sciences de l'éducation à l'université de Lyon

Sylvain Wagnon, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Montpellier